Perspectives chinoises

2014/2 | 2014
Espaces urbains contestés

Dans l'ombre de la Chine.

Approche comparative des politiques de Pékin à Hong Kong et Taiwan.

Samson Yuen

Traducteur : Camille Richou

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6862
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 15 juin 2014
Pagination : 75-83
ISBN : 1021-9013
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Samson Yuen, « Dans l'ombre de la Chine. », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2014/2 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 28 octobre 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6862

© Tous droits réservés

Synthèse de presse du cefc

Dans l'ombre de la Chine

Approche comparative des politiques de Pékin à Hong Kong et Taiwan

SAMSON YUEN

Le 18 mars 2014, des étudiants prennent d'assaut le parlement de Taiwan, marquant le début d'une occupation qui a paralysé la législature de l'île pendant 24 jours. Cette occupation historique, baptisée plus tard « mouvement des tournesols » (*taiyanghua xueyun* 太陽花學運), s'opposait au passage en force par le Kuomintang (KMT) actuellement au pouvoir d'un traité de libre-échange dans le secteur des services avec la Chine. Le traité, intitulé accord de libre-échange sino-taiwanais sur les services (CSSTA en anglais) [1], a été signé par la Chine et Taiwan en juin 2013. C'est l'un des accords de suivi de l'accord-cadre de coopération économique (ECFA en anglais) de 2010 [2]. En tant que composant de l'ECFA, le CSSTA engage les deux économies vers une libéralisation importante de leurs échanges de services. Il prévoit l'ouverture de 80 secteurs d'industrie en Chine et de 64 secteurs à Taiwan.

Le mouvement des tournesols s'est caractérisé non seulement par la vitalité de la mobilisation de la société civile de Taiwan, mais aussi par des références constantes à Hong Kong dans la rhétorique protestataire. Le traité en question, ainsi que l'accord dont il découle, l'ECFA, ont largement été perçus comme une reproduction de l'accord de libre-échange signé entre Hong Kong et la Chine en juin 2003, un accord commercial bilatéral connu sous son acronyme anglais CEPA (Closer Economic Partnership Arrangement), et considéré à l'époque comme un « cadeau généreux » de Pékin pour sortir Hong Kong de la torpeur économique provoquée par l'épidémie de SRAS [3]. Si après une décennie de mise en œuvre, l'accord CEPA a, conformément aux attentes, considérablement renforcé la coopération économique transfrontalière voire de façon moins certaine, comme le soutiennent le gouvernement et certains chercheurs de Chine continentale [4], produit d'excellents résultats économiques, il a de toute évidence rendu l'économie de la Région administrative spéciale (RAS) plus dépendante de la Chine et, plus important encore, créé une plateforme ouverte pour la stratégie de front uni du gouvernement chinois visant à coopter les élites économiques locales. L'ECFA a donc été vu par les observateurs comme un accord largement inspiré de l'accord CEPA dans la mesure où les deux documents intègrent l'objectif de renforcer l'intégration économique entre la Chine et les deux territoires [5] – au même titre que la formule « un pays, deux systèmes » élaborée par Deng Xiaoping pour Hong Kong avait la réunification de Taiwan avec la Chine en ligne de mire [6]. Les dirigeants chinois ont même explicitement proposé la mise en place d'un « cercle économique de la grande Chine » (*dazhonghua jingji quan* 大中華經濟圈) dans lequel la coopération économique entre Hong Kong, Taiwan et la Chine serait favorisée à travers l'ECFA et l'accord CEPA [7]. Les deux accords stipulent explicitement l'objectif de normaliser et de faciliter les échanges commerciaux dans le domaine des biens, des services et des investissements sur le territoire chinois et entre les deux rives du détroit. Ils annoncent cependant moins clairement l'objectif parallèle, noté par les observateurs de Hong Kong et de Taiwan, d'engager une intégration politique plus étroite à travers un partenariat économique.

Au vu du bilan de l'accord CEPA, les Taiwanais étaient assez partagés sur l'accord. Ses partisans, dont le gouvernement du KMT dirigé par le président Ma Ying-jeou, ont fait valoir les avantages économiques pour Taiwan ainsi que la dimension diplomatique de l'accord, incontournable selon eux pour rejoindre d'autres zones de libre-échange telles que le Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP), ou partenariat économique régional intégral, et le Trans-Pacific Partnership (TPP), ou partenariat transpacifique [8]. Les opposants mirent en avant l'absence de mandat démocratique et dénoncèrent le manque de transparence du processus de négociation, qualifié de « boîte noire » (*heixiang* 黑箱), entre le PCC et le KMT. Par ailleurs, en s'appuyant sur un rapport gouvernemental évaluant à 0,03 % la hausse du PIB résultant de la mise en œuvre de l'accord [9], ils émirent des doutes sur la réalité des bénéfices économiques annoncés. Les contestataires crai-

1. La version chinoise de l'accord de libre-échange sino-taiwanais sur les services est disponible ici www.ecfa.org.tw/SerciveTradeAgreement1.aspx?pid=7&cid=26&pageid=0 (consulté le 22 avril 2014).
2. La traduction officielle en anglais de l'accord-cadre de coopération économique sino-taiwanais est disponible ici www.ecfa.org.tw/EcfaAttachment/ECFADoc/ECFA.pdf (consulté le 22 avril 2014).
3. La version officielle de l'accord CEPA et ses suppléments sont disponibles en anglais sur www.tid.gov.hk/english/cepa/ (consulté le 22 avril 2014).
4. « Happy economic returns after 10 years of CEPA (avec photos) », *Gouvernement de Hong Kong*, 2 septembre 2013, disponible sur www.info.gov.hk/gia/general/201309/02/P201309020603.htm (consulté le 22 avril 2014) ; le département de l'industrie et du commerce de Hong Kong publie ses propres études sur l'impact économique de l'accord CEPA, disponible sur www.tid.gov.hk/english/cepa/statistics/statistics_research.html (consulté le 22 avril 2014) ; Yun-yuan Zhou, *Quyu yitihua: Xianggang zai fan zhusanjiao de zuoyong yanjiu* (Intégration régionale : le rôle de Hong Kong dans le delta de la rivière des Perles), Social Science Academic Press, août 2009.
5. Yun-wing Sung, « A comparison between the CEPA and the ECFA », *in* Peter C.Y. Chow (éd.), *Economic Integration Across the Taiwan Strait: Global Perspectives*, Cheltenham, UK, Edward Elgar Pub, janvier 2013 ; Vincent Y. Chao, « ECFA panders to large corporations at expense of small companies, DPP says », *Taipei Times*, 25 juin 2010 ; « Zhuanjia: ECFA yu CEPA mubiao fangxiang yizhi » (Expert : L'ECFA et partagent un objectif et une direction identiques), *Wenweipo*, 30 juin 2010, disponible sur http://paper.wenweipo.com/2010/06/30/CH1006300011.htm (consulté le 22 avril 2014).
6. Ho-fung Hung et Huei-ying Kuo, « "One Country, Two Systems" and Its Antagonists in Tibet and Taiwan », *China Information*, vol. 24, n° 3, 2010.
7. « Chang liangan sandi gonggou dazhonghua jingjiquan » (Proposition pour la construction d'une grande zone économique chinoise entre Hong Kong, Taiwan et la Chine), *Now News*, 30 avril 2013, disponible sur www.nownews.com/n/2013/04/30/273748 (consulté le 22 avril 2014).
8. Charles I-hsin Chen, « Sorry, the Protests Have Undermined Taiwan's Reputation », *The Diplomat*, 15 avril 2014.
9. « Liangan fuwu maoyi xieyi jingji yingxiang pinggu baogao » (Rapport d'évaluation de l'impact économique du CSSTA), *Chung Hwa Institute for Economic Research*, juillet 2013.

gnaient au contraire que l'ouverture du secteur des services de Taiwan aux entreprises chinoises nuise aux petites entreprises locales et ne crée que des emplois de services peu qualifiés, en pointant du doigt le creusement des écarts de richesse à Hong Kong depuis la mise en place de l'accord CEPA [10]. Mais ces réserves cachent en réalité des inquiétudes existentielles bien plus profondes. Les opposants redoutent que l'accord commercial sur les services ne rende le statut d'indépendance *de facto* de Taiwan vulnérable à des formes plus directes d'intervention politique de la part de Pékin, une menace qui pèse constamment sur la société taiwanaise depuis le retrait du KMT sur l'île en 1949 [11]. Simultanément, le débat sur le CSSTA à Taiwan a ressuscité au sein de la population de Hong Kong une certaine méfiance vis-à-vis de l'accord CEPA dont les effets, malgré une décennie de mise en œuvre, ont été peu analysés. Les observateurs commencent à prendre conscience du fait que l'accord CEPA a pu devenir un outil de la stratégie de front uni qui sape peu à peu le principe « un pays, deux systèmes » (*yiguo liangzhi* 一國兩制) auquel sont si attachés les Hongkongais.

Cet article étudie Hong Kong et Taiwan dans une perspective comparative afin d'examiner les effets de l'influence politique centralisatrice croissante de la Chine sur les deux territoires. Malgré leur histoire sociale et politique très différente, Hong Kong et Taiwan sont devenus de plus en plus proches ces dix dernières années, non seulement parce que la Chine cherche à y influencer les politiques locales en jouant la carte de l'économie, mais aussi à travers les différentes formes de résistance à la mainmise de la Chine. Cet article passe en revue les rapprochements possibles entre les deux territoires. La première partie examine la manière dont le CSSTA et l'ECFA à Taiwan et à Hong Kong sont utilisés dans les stratégies économiques chinoises de front uni. La seconde met en lumière la convergence, suggérée par les récentes déclarations politiques, entre l'attitude de Pékin vis-à-vis de Hong Kong et de Taiwan. La troisième partie se concentre sur les répercussions politiques et sur la réponse de la société civile aux avancées de Pékin sur les deux territoires. Les politiques convergentes de la Chine ont stimulé les échanges entre Hong Kong et Taiwan ces dernières années et on peut s'attendre à une intensification de la collaboration entre les deux territoires dans un avenir proche.

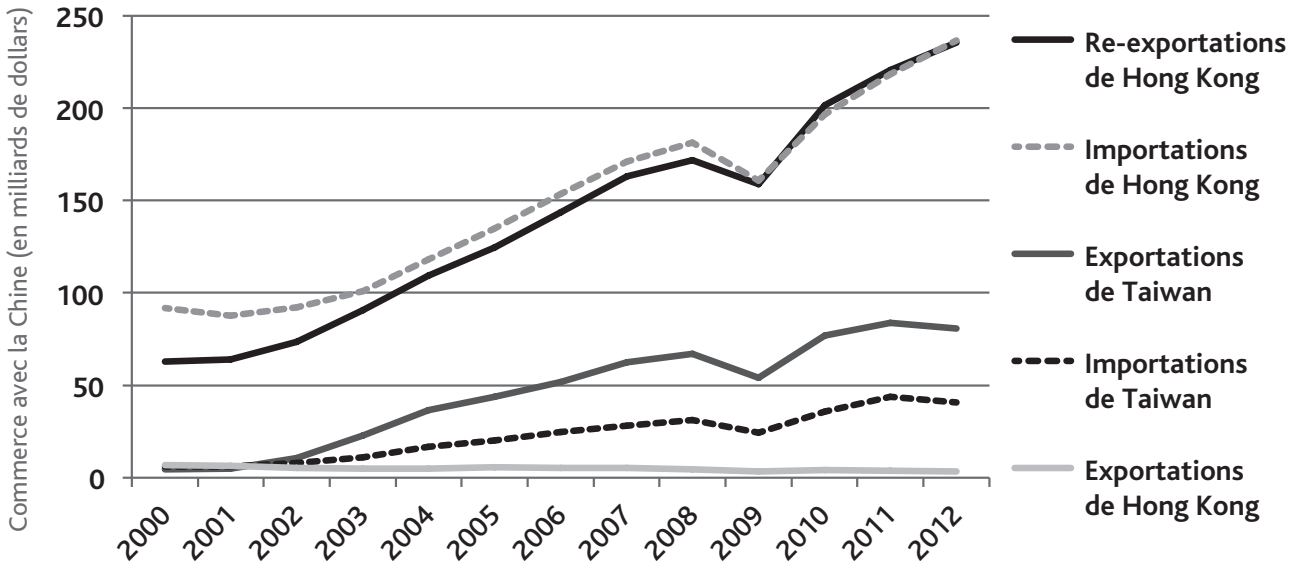
L'intégration politique par la dépendance économique

La Chine ayant toujours affirmé l'appartenance de Taiwan à son territoire national, elle cherche constamment à influencer les politiques mises en œuvre sur l'île pour contrecarrer son indépendance. À Taiwan, pendant la période autoritaire et durant les premières années de démocratisation, la crainte de la menace chinoise était largement entretenue par le risque bien réel d'une invasion armée. Cependant, avec « l'essor pacifique » de la Chine, la politique de Pékin par rapport à Taiwan a progressivement pris de la distance avec la menace militaire pour poser les conditions d'une « réunification pacifique » (*heping tongyi* 和平統一) à travers un resserrement du partenariat économique. Dès 2005, alors que l'île était encore gouvernée par le parti démocrate progressiste (PDP), pro-indépendantiste, l'ancien président chinois, Hu Jintao, a renforcé les liens avec son ennemi juré de jadis, le KMT. La rencontre historique d'avril 2005 entre Hu Jintao et Lien Chan, le président du KMT de l'époque, marque le début de ce rapprochement. Cette réunion s'est tenue dans un climat d'autant plus étrange qu'elle a eu lieu un mois seulement après la ratification de la loi anti-sécession qui officialise la possibilité pour la Chine d'utiliser des « moyens non pacifiques » en réponse à une déclaration d'indépendance de Taiwan [12]. Avec la victoire du KMT aux élections présidentielles et législatives en 2008, Hu Jintao a immédiatement adopté une approche plus souple. Dans ses six propositions pour un développement pacifique des relations sino-taiwanaises, Hu Jintao souligne la nécessité de « renforcer la confiance mutuelle sur le plan politique » dans le cadre du principe d'« une seule Chine », et il s'engage à consolider la coopération économique de part et d'autre du détroit en espérant que la « normalisation des relations économiques [posera] des bases matérielles plus solides [...] pour le développement pacifique des relations entre les deux rives » [13]. Depuis, les liens économiques entre la Chine et Taiwan se sont renforcés de façon constante avec l'établissement de trois liens directs pour le courrier, le transport et les affaires, et avec la croissance significative du volume du commerce et de l'investissement entre les deux territoires. Aujourd'hui, la Chine est le plus grand partenaire commercial de Taiwan, avec plus de 21 % des échanges (40 % si on inclut Hong Kong dans la Chine), soit trois fois plus qu'en 2002 [14]. Les contacts politiques sont également devenus plus fréquents. La réunion de 2005 entre Hu et Lien a lancé le Forum KMT-PCC, cadre pour l'organisation de dialogues entre les deux partis devenu, avec l'élection du président Ma Ying-jeou en 2008, une plateforme semi-officielle d'échange où s'élaborent des politiques et à des accords spécifiques – principalement l'ECFA et le CSSTA. L'approche plus souple de Pékin envers le KMT a rapidement été interprétée par le Parti démocrate progressiste et les commentateurs pro-indépendantistes comme une application de la stratégie du front uni visant à encourager une réunification avec Taiwan. C'est dans ce contexte que Lin Chong-pin, ancien vice-ministre de la Défense de Taiwan, a déclaré que Pékin était arrivé à la conclusion qu'il serait « moins cher d'acheter Taiwan que de l'attaquer » [15].

André Beckershoff a montré avec force dans une récente publication universitaire [16], qui décrit clairement le contexte politique des dernières manifestations contre le CSSTA, comment la coopération entre le KMT et le PCC avait érodé la démocratie taiwanaise. L'article montre comment l'élaboration des politiques sur les relations sino-taiwanaises, en passant des mains des gouvernements à celles des partis, a vu naître un puissant groupe d'intérêt – rassemblant des députés du KMT, des ministres et des élites du milieu des affaires – qui se soustraient aux procédures de contrôle démocratique. L'inquiétude suscitée par l'accord sur les services provient donc des opportunités qu'il ouvre à la stratégie de front uni et des dangers qu'il

10. Xiu-ling Zheng, « Liangan fumao xieyi dui woguo de chongji fenxi » (Impact du CSSTA sur Taiwan), disponible sur http://homepage.ntu.edu.tw/~ntuperc/conference-1-files/20130725_3_1.pdf (consulté le 22 avril 2014) ; le parti démocrate progressiste (PDP) a diffusé en 2010 un spot télévisé comparant l'ECFA à l'accord CEPA et affirmant que l'intensité de la pauvreté à Hong Kong était parmi les plus importantes du monde depuis qu'elle avait adopté l'accord CEPA, disponible sur www.youtube.com/watch?v=xn_UMtw3sSA (consulté le 23 avril 2014).
11. Richard Chiou-yuan Lu, « China, We Fear You », *Foreign Policy*, 21 mars 2014, disponible sur www.foreignpolicy.com/articles/2014/03/21/china_we_fear_you_taiwan_trade_pact_essay (consulté le 22 avril 2014).
12. Le texte complet de la loi antisécession adoptée par la Chine est disponible sur http://english.peopledaily.com.cn/200503/14/eng20050314_176746.html (en anglais) et http://news.xinhuanet.com/newscenter/2005-03/14/content_2694168.htm (en chinois).
13. Hu Jintao, « Let Us Join Hands to Promote the Peaceful Development of Cross-Straits Relations and Strive with a United Resolve for the Great Rejuvenation of the Chinese Nation », discours prononcé lors de la conférence marquant le 30e anniversaire du message aux compatriotes de Taiwan, 31 décembre 2008, disponible sur www.gwytb.gov.cn/en/Special/Hu/201103/t20110322_1794707.htm (consulté le 29 avril 2014).
14. Joshua Meltzer, « Taiwan's Economic Opportunities and Challenges and the Importance of the Trans-Pacific Partnership », *Brookings East Asia Policy Paper Series*, janvier 2014.
15. « Sore points : How Taiwan and North Korea complicate the Sino-American relationship », *The Economist*, 22 octobre 2009.
16. André Beckershoff, « The KMT–CCP Forum: Securing Consent for Cross-Strait Rapprochement », *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 43, n° 1, 2014, p. 213-241.

Graphique 1 – Commerce de Hong Kong et Taiwan avec la Chine



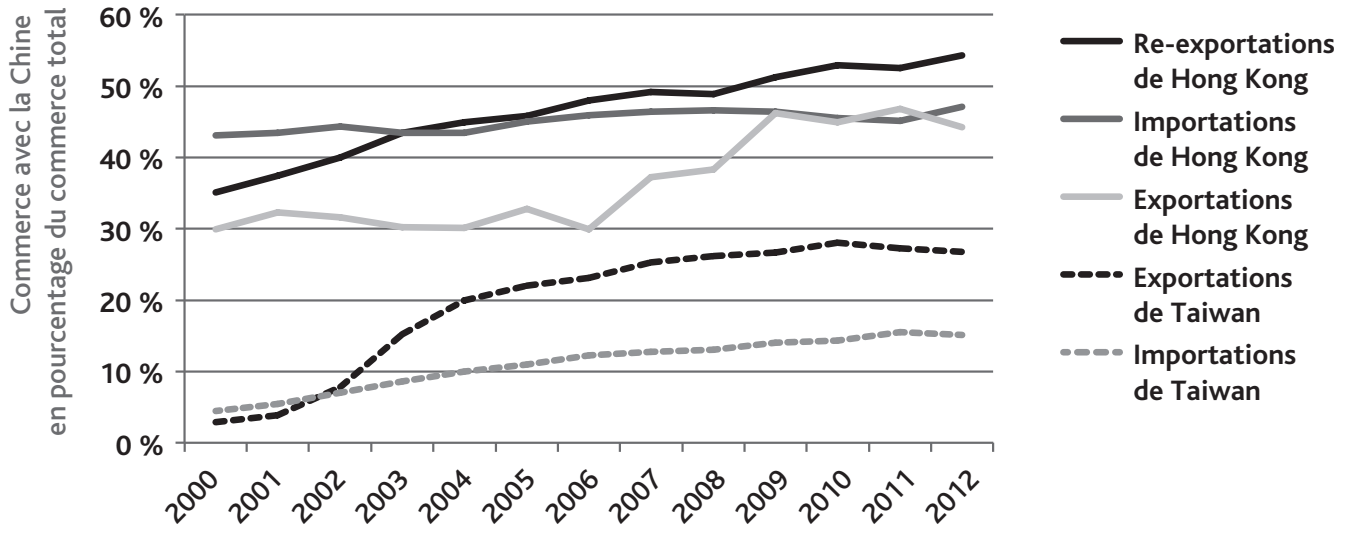
Source: Département du recensement et des statistiques de Hong Kong, ministère des Finances de Taiwan.

ferait peser sur la politique interne et la sécurité nationale de Taiwan. En voyant les efforts répétés de Pékin pour coopter les élites taiwanaises, les contestataires ont formulé la crainte que l'accord sur les services prévu par l'ECFA ne devienne une plateforme institutionnelle visant à légitimer et normaliser de tels liens. Comme l'observe Wu Jieh-min, spécialiste taiwanais de la Chine, le PCC s'est efforcé d'établir des liens avec les hommes politiques favorables à l'unification ainsi qu'avec des chefs d'entreprise taiwanais ayant des activités en Chine afin de former des réseaux qu'il appelle « alliances politico-économiques trans-détroit » (*kua haixia zhengshang lianmeng* 跨海峽政商聯盟), et qui servent de relais à la quête de pouvoir de la Chine sur le terrain politique à Taiwan [17]. De tels réseaux, explique Wu Jieh-min, comprennent des conglomérats ayant une base opérationnelle à la fois à Taiwan et en Chine, notamment Want Want, Ting Hsin et Foxconn, qui ont une très forte influence dans les cercles politique et économique de Taiwan, ainsi qu'au sein de la société. Want Want Group, par exemple, après une expansion massive en Chine, est revenu à Taiwan où il a acquis le China Times Group en 2008, propriétaire du journal influent *China Times*, de China Television, de Chung T'ien Television et de Broadcasting Corporation of China. En 2011, il a acquis 60 % du second groupe de services de télévision câblée, appartenant autrefois à China Network Systems. Ces acquisitions ont fait de Want Want le plus grand groupe de média à Taiwan, ce qui lui permet d'influencer l'opinion publique – et, selon Wu Jieh-min, de promouvoir « le nationalisme chinois » tout en « s'alignant sur la même ligne que les médias de Chine continentale » [18]. En 2012, plus de 100 chefs d'entreprise de Taiwan, notamment les présidents de ces conglomérats, ont apporté leur soutien au « Consensus de 1992 » (*jiu'er gongshi* 九二共識), qui est défini par Pékin comme équivalant au principe d'une seule Chine, en publiant des annonces dans les journaux de Taiwan. Il convient cependant de noter que le « Consensus de 1992 » (« Une seule Chine, différentes interprétations ») n'existe pas réellement dans la mesure où le PCC ne reconnaît pas la seconde partie de la déclaration et que le KMT n'accepte pas la première partie sans la seconde. Sous la direction de Tsai Ing-wen, le PDP, qui ne reconnaît pas le « Consensus de 1992 », a proposé un nouveau « Consensus de Taiwan ».

Les opposants s'inquiètent également que l'accord puisse ouvrir une porte d'entrée directe aux capitaux chinois. Ils estiment que cela pourrait nuire à l'économie locale, menacer la sécurité nationale et compromettre le mode de vie des Taiwanais, au lieu de favoriser la conquête de marchés étrangers comme l'affirment les partisans du CSSTA. Wu Jieh-min remarque que la promesse de « mondialisation » de l'économie taiwanaise n'est en réalité qu'un prétexte pour limiter les activités commerciales aux deux rives du détroit de Formose, et non pour les ouvrir au monde, dans la mesure où le champ des activités des « entreprises transnationales » taiwanaises ne couvre que la Chine et Taiwan [19]. Pis encore, comme le suggère le spécialiste taiwanais de la Chine, Hsu Szu-chien, l'accord permettrait une installation progressive des entreprises d'État chinoises à Taiwan. Hsu Szu-chien prévoit que ces entreprises, en commençant modestement, pourraient discrètement s'étendre pour acquérir des monopoles industriels à Taiwan, en s'appuyant sur le soutien financier massif de la Chine, et devenir à long terme des « outils de domination politique » [20]. Certains redoutent que l'accord ouvre des secteurs stratégiques aux entreprises chinoises et compromettent ainsi les intérêts nationaux de Taiwan. Rex How, ancien conseiller du président Ma issu du secteur de l'édition, a averti que l'ouverture du domaine de l'édition permettrait à Pékin de pénétrer ce secteur stratégique et de déployer une propagande servant ses intérêts [21]. D'autres encore craignent que le commerce avec la Chine change radicalement le mode de vie taiwanais. Liu Shao-hua, anthropologue à l'Academia Sinica, développe ce point de vue dans un article qui a été largement diffusé. Elle montre que les valeurs qui

17. « Interview: China influencing Taiwan via firms », *Taipei Times*, 26 janvier 2014, disponible sur www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2014/01/26/2003582181 (consulté le 22 avril 2014).
18. *Ibid.*
19. *Ibid.*
20. Szu-chien Hsu, « Weihe buneng dui fangjian li de daxiang zhuang ke'ai? Zhonggong dangguo ziben zhuyi yu fumao » (Pourquoi nous ne devons pas sourire bêtement devant l'éléphant dans la pièce ? Le capitalisme du parti-État chinois et le CSSTA), *United News*, 20 mars 2014, disponible sur http://mag.udn.com/mag/news/storypage.jsp?f_ART_ID=504926 (consulté le 22 avril 2014).
21. Rex How, « Wo kanjian de yu wo xiangxin de » (Ce que je vois et ce que je crois), 10 juillet 2013, disponible sur http://opinion.cw.com.tw/blog/profile/88/article/469 (consulté le 22 avril 2014).

Graphique 2 – Proportion du commerce de Hong Kong et Taiwan avec la Chine



Source: Département du recensement et des statistiques de Hong Kong, ministère des Finances de Taiwan.

se cachent derrière l'entrée de capitaux chinois – notamment l'hégémonie d'un Parti-État, le monopole des grandes entreprises, la répression des libertés civiles par le gouvernement et le manque de respect pour la dignité humaine – constituent une menace bien réelle contre les valeurs de Taiwan, centrées sur la liberté individuelle [22].

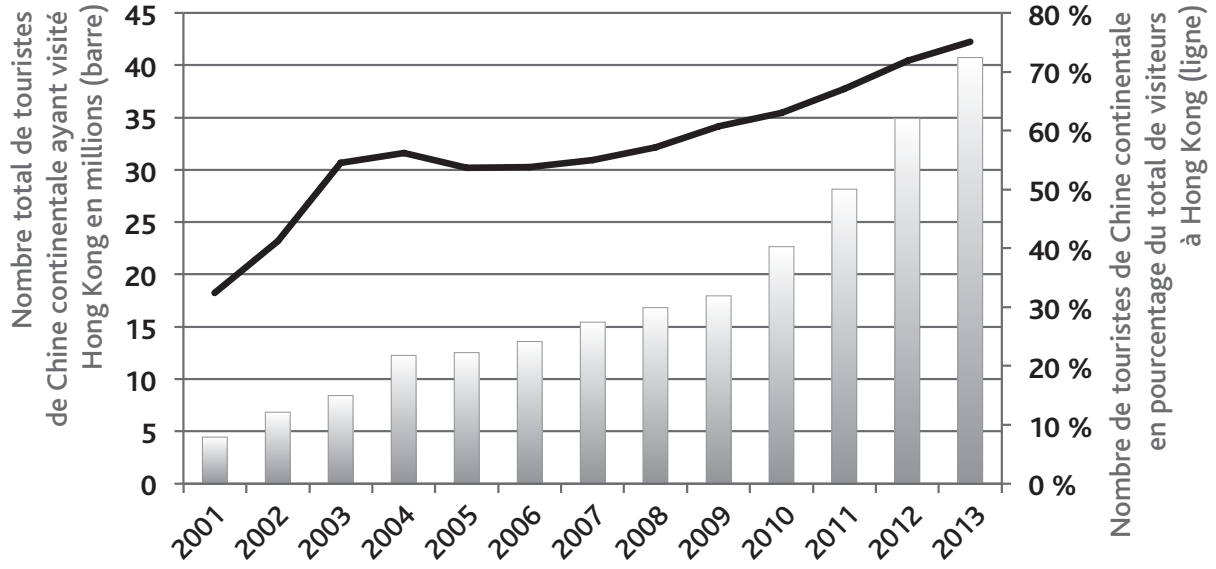
Il est possible de trouver des parallèles encore plus explicites avec la stratégie chinoise d'intégration économique à Taiwan en regardant la mise en œuvre de l'accord CEPA à Hong Kong. Si les opposants taiwanais à l'accord sur les services ont pointé du doigt l'accroissement des inégalités à Hong Kong au cours de la dernière décennie, ils ont souvent négligé le rôle au moins aussi important de l'accord CEPA vis-à-vis de la dépendance économique du territoire. Les statistiques officielles de Hong Kong montrent la dépendance croissante de l'économie de la RAS envers la Chine. Au cours de la dernière décennie, le volume des échanges entre Hong Kong et la Chine a été multiplié par trois (graphique 1) et ils représentent une part croissante du pourcentage total du commerce (graphique 2). Les investissements directs en provenance de Chine et les investissements directs vers la Chine ont également pris une part significativement plus importante par rapport aux autres pays. Simultanément, grâce à l'application du système de visite individuelle dans le cadre de l'accord CEPA, Hong Kong a connu une forte hausse des visites de touristes de Chine continentale (graphique 3). Le nombre de touristes chinois, en pourcentage du nombre total de touristes, a atteint 75 % en 2013 (graphique 3). Un rapport récent du gouvernement sur la capacité d'accueil des touristes à Hong Kong prévoit que le nombre annuel de visites sur le territoire pourrait atteindre 70 millions en 2017 et 100 millions en 2023, dont une majorité de Chinois [23]. En résumé, comme le note le chercheur Sonny Lo, « Hong Kong est passé du statut de "moteur" du développement de la Chine située à sa périphérie à celui d'une région plus que jamais dépendante du soutien économique du continent » [24].

Ces dernières années, le partenariat économique plus étroit entre la Chine et Hong Kong s'est traduit par une prise de contrôle active des entreprises de la RAS par les entreprises chinoises. En janvier 2014, State Grid Corporation of China, la plus grande entreprise d'État de services d'électricité a racheté 18 % des parts de Hong Kong Electric, devenant ainsi le deuxième actionnaire de l'unique fournisseur d'électricité de l'île de Hong Kong. Ainsi, on comprend mieux la suggestion de Li Jinying, directeur de China Resources Power (autre entreprise d'État du secteur électrique), au Chef de l'exécutif de Hong Kong alors qu'il accompagnait une délégation d'hommes d'affaires en 2013 : il conseillait au gouvernement hongkongais de reprendre le contrôle de deux entreprises d'électricité, CLP Power et Hong Kong Electric, et de le transmettre à des entreprises chinoises [25]. Un autre responsable de l'entreprise, Tan Xinjian, a même exhorté les entreprises chinoises à tout simplement acheter les deux géants de l'électricité [26].

S'il est difficile d'isoler la part des effets directs de l'accord CEPA dans la dépendance croissante de Hong Kong envers la Chine, et alors que les chercheurs commencent à remettre en question les bénéfices économiques prétendus de l'accord [27], il ne fait pas de doute que la dépendance créée par l'accord CEPA a préparé le terrain à la stratégie de front uni du PCC à Hong Kong, permettant à Pékin de coopter les élites pour faire avancer ses intérêts politiques – une dynamique qui inquiète les opposants taiwanais. Le travail de front uni mené par le PCC à Hong Kong est ancien, mais il est longtemps resté secret et souterrain [28]. Même après que la Chine a retrouvé sa souve-

22. Shao-hua Liu, « Cong Zhongguo de fazhan laitan fumao qiandong de jiazhi wenti » (Débat sur les valeurs qui sous-tendent le CSSTA à partir du développement de la Chine), 27 mars 2014, disponible sur www.thinkingtaiwan.com/articles/view/1892 (consulté le 22 avril 2014).
23. « Assessment Report on Hong Kong's Capacity to Receive Tourists », *Hong Kong Board of Tourism*, décembre 2013, disponible sur www.tourism.gov.hk/resources/english/paperreport_doc/misc/2014-01-17/Assessment_Report_eng.pdf (consulté le 22 avril 2014).
24. Sonny Shiu-Hing Lo, *The dynamics of Beijing-Hong Kong relations: a model for Taiwan?*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2008, p. 65.
25. « Huarun gaoceng chang Zhongzi jieguan liangdian » (Des hauts responsables de la China Resources Company proposent à des entreprises chinoises de prendre le contrôle des deux entreprises d'électricité à Hong Kong), *Ming Pao News*, 17 mars 2014, disponible sur www.mpfinance.com/htm/finance/20140317/News/ea_eaa1.htm (consulté le 22 avril 2014).
26. *Ibid.*
27. Tai-lok Lui, « Des opportunités en déclin : Hong Kong dans le contexte de l'intégration régionale », *Perspectives chinoises*, n° 2014/1, p. 39-46.
28. Yaoru Jin, *Zhong gong Xianggang zheng ce mi wen shi lu: Jin Yaoru wu shi nian Xiangjiang yi wang* (Les politiques du PCC à Hong Kong : 50 ans de mémoires de Jiao Yaoru sur le Xiangjiang), Kowloon, Hong Kong, Tian yuan shu wu, 1998 ; Cindy Yik-yi Chu, *Chinese Communists and Hong Kong Capitalists: 1937-1997*, New York, Palgrave Macmillan, 2010 ; Christine Loh, *Underground Front: The Chinese Communist Party in Hong Kong*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2010 ; Kwan Sang Kiang, *Zhonggong zai Xianggang* (Le PCC à Hong Kong), Hong Kong, Cosmos Books, 2011 (partie 1), 2012 (partie 2).

Graphique 3 – Touristes de Chine continentale à Hong Kong



Source: Département du recensement et des statistiques de Hong Kong.

raineté sur Hong Kong, en 1997, les interventions politiques de Pékin sont restées discrètes dans la mesure où le principe « un pays, deux systèmes » empêchait un interventionnisme direct dans les affaires de la RAS. Mais l'introduction de l'accord CEPA a fourni une plateforme ouverte et légitime pour le travail de front uni. Comme l'écrit Ke Dai, un des responsables au bureau du front uni de l'Université Sun Yat-sen de Canton, « CEPA permet à la Chine d'utiliser l'économie comme un axe pour renforcer la communication politique des deux côtés et pour reconquérir le cœur de la population de Hong Kong (*renxin huigui* 人心回歸) » [29].

Afin de consolider les liens politiques, Ke Dai a incité les responsables du front uni à renforcer la communication avec les professionnels, les associations et chambres du commerce, ainsi qu'avec les ONG à Hong Kong. En réalité, cette suggestion d'intensifier les relations commerciales entre Hong Kong et la Chine continentale par l'intermédiaire de l'accord CEPA est déjà une pratique courante. Au cours de la dernière décennie, des groupes de Hong Kong ont régulièrement effectué des visites dans des villes chinoises à l'invitation de gouvernements locaux et du département du front uni [30]. Des visites-retour de groupes politiques et commerciaux chinois sont également devenues monnaie courante et il n'est pas rare que des hauts cadres du Parti y prennent part. Souvenons-nous par exemple de la visite du président Xi Jinping qui a mené une délégation de plus de 650 responsables gouvernementaux et chefs d'entreprise à Hong Kong, en janvier 2005, alors qu'il était secrétaire du Parti du Zhejiang [31]. L'événement, baptisé « la semaine du Zhejiang », a permis de conclure, dans le cadre de l'accord CEPA, des accords sur 153 projets entre Hong Kong et le Zhejiang pour un montant total de 2,4 milliards de dollars [32].

Les exemples de ce type sont nombreux, mais encore assez peu étudiés. Depuis peu, cependant, les universitaires commencent à s'intéresser aux nouvelles stratégies de front uni de la Chine à Hong Kong. Pour Brian C. H. Fong, par exemple, ces stratégies reposent sur des « partenariats entre le gouvernement chinois et la classe capitaliste hongkongaise ». Il observe que le monde des affaires est de plus en plus surreprésenté dans les délégations de Hong Kong à l'Assemblée nationale populaire et à la Conférence consultative politique du peuple chinois. Il montre que cette représentation excessive permet aux hommes d'affaires d'établir un lien direct et institutionnalisé à l'État central. Les manœuvres de ce type, selon Brian C. H. Fong, ont « ébranlé la relative autonomie du gouvernement postcolonial et créé des clivages de plus en plus marqués au sein de l'alliance entre le gouvernement et le monde des affaires » [33]. La formation d'un tel groupe d'intérêt offre également des similarités frappantes avec le Forum KMT-PCC à Taiwan.

Bien que la Chine avance souvent masquée, son utilisation de l'intégration économique pour asseoir son influence politique à Hong Kong et Taiwan a été « dévoilée » par les médias d'État chinois. Le *Global Times*, porte-parole belliqueux du PCC, a publié en février 2014 la traduction chinoise d'un article intitulé « La stratégie de Pékin pour acheter Taiwan : l'unification forcée sans tirer un coup de feu » [34], écrit à l'origine par Parris Chang, un universitaire taiwanais vivant aux États-Unis, dans le *World Tribune* [35]. La décision du *Global Times* de traduire l'article en chinois était assez étrange, compte tenu du ton critique adopté par Chang sur la mainmise de Pékin à Taiwan.

29. Dai Ke et Yu Du, « Lun CEPA dui Xianggang shehui zhenshi de jiji yingxiang ji ruhe zuohao xiangying de tongzhan gongzuo » (Dialogue sur l'impact positif de l'accord CEPA sur les politiques et la société de Hong Kong et sur la manière de mener le travail de front uni), Gang Ao haiwai tongzhan gongzuo xintansuo (Nouvelle analyse du travail de front uni à Hong Kong et Macao), 2008.
30. Les délégations d'affaires de Hong Kong en Chine sont souvent reçues par les gouvernements locaux et les représentants locaux du département du front uni. Voir par exemple : « HKGCC's International Character Can Help Mainland Enterprises Go Global », Chambre de commerce générale de Hong Kong, 5 novembre 2013, disponible sur www.chamber.org.hk/en/media/press-releases_detail.aspx?ID=3503 (consulté le 27 avril 2014).
31. « 2005 Xianggang Zhejiang zhou jijiang zaiGang juxing » (Organisation prochaine de la semaine du Zhejiang à Hong Kong), *People's Net*, 14 janvier 2005, disponible sur http://people.com.cn/BIG5/42272/42273/3121082.html (consulté le 22 avril 2014).
32. « Shoupi "zhongbang ji" xiangmu jiang qianyue » (Signature d'une première série de « méga » projets), *People's Net*, 17 janvier 2005, disponible sur http://politics.people.com.cn/BIG5/1025/3124848.html (consulté le 22 avril 2014).
33. Brian C. H. Fong, « The Partnership between the Chinese Government and Hong Kong's Capitalist Class: Implications for HKSAR Governance, 1997-2012 », *The China Quarterly*, n° 217, 2014, p. 195-220.
34. « Meimei: Beijing huo bufa yiqiang "maixia" Taiwan » (Médias américains : Pékin pourrait bien "acquérir" Taiwan sans tirer un coup de feu), *Global Times*, 21 février 2014, disponible sur http://oversea.huanqiu.com/political/2014-02/4848415.html (consulté le 22 avril 2014).
35. Parris H. Chang, « Beijing's Strategy to Buy Taiwan: Coerced unification without firing a shot », *World Tribune*, 19 février 2014, disponible sur www.worldtribune.com/2014/02/19/beijings-strategy-to-buy-taiwan-coerced-unification-without-firing-a-shot/ (consulté le 22 avril 2014).

L'article développait l'argument selon lequel Pékin cherchait à promouvoir l'intégration de Taiwan à la Chine à travers l'accord commercial sur les services. « Du point de vue de Pékin », avance-t-il, « l'accord doit également jouer un rôle vital dans les démarches politiques et les activités de front uni à Taiwan ». Il se livre ensuite à une comparaison entre Hong Kong et Taiwan :

> « Comme le montre l'expérience de Hong Kong, l'accord fournira une couverture légale permettant aux agents chinois de vivre et de travailler partout à Taiwan. À travers leurs entreprises et les commerces, leurs agents chinois pourront continuer à accumuler des ressources et à renforcer les capacités de la RPC à influencer les procédures et les projets politiques de Taiwan afin de parvenir à une unification pacifique, sans tirer un coup de feu » [36].

Si les raisons pour lesquelles le *Global Times* a publié cet article (malgré son ton critique) ne sont pas claires et si l'on peut se demander s'il approuve naïvement la stratégie dénoncée par Parris Chang, il n'en reste pas moins que cette stratégie suscite sans doute de plus en plus d'intérêt à Pékin.

Une nouvelle attitude de la Chine envers Hong Kong et Taiwan ?

Bien que la parution d'un seul article dans le *Global Times* ne reflète pas nécessairement la position officielle de Pékin, une source dotée d'une autorité bien plus imposante pourrait valider la thèse d'un changement d'attitude de la Chine envers Hong Kong et Taiwan. Dans le premier rapport annuel du Premier ministre Li Keqiang, présenté devant l'Assemblée nationale populaire en mars 2014, des inflexions significatives sont apparues par rapport aux années précédentes dans les parties concernant Hong Kong et Taiwan [37]. Les deux parties étaient trois fois plus longues que dans les versions des années précédentes, et la terminologie adoptée par le Premier ministre Li était différente de celle de son prédécesseur, Wen Jiabao. Dans la partie sur Hong Kong, la phrase omniprésente stipulant que « les Hongkongais gouvernent Hong Kong » (*Gang ren zhi Gang* 港人治港) et que le territoire dispose d'un « haut degré d'autonomie » (*gaodu zizhi* 高度自治) a été supprimée pour la première fois en dix ans [38]. Seul le principe d'« un pays, deux systèmes » a été conservé, non sans insister sur la nécessité « d'appliquer entièrement et correctement la Loi fondamentale » (*quanmian zhunque luoshi jibenfa* 全面準確落實基本法). La déclaration se poursuit en appelant à « un renforcement de la coopération entre la Chine continentale et Hong Kong et Macao » afin de « stimuler leur compétitivité », en ajoutant que les deux régions bénéficieront d'un approfondissement des réformes dans tous les domaines et de la modernisation de la Chine.

Les différences sont encore plus manifestes dans la partie consacrée à Taiwan. Dorénavant, Pékin « mettra pleinement en œuvre » (*quanmian guanche* 全面貫徹) les principales politiques concernant Taiwan, au lieu de simplement y « adhérer » (*jianchi* 堅持). De plus, la description générique de ces politiques est maintenant largement étayée par plusieurs principes. Ceux-ci comprennent le maintien du Consensus de 1992 dans le cadre du principe d'une seule Chine, le renforcement de la confiance politique entre Taiwan et la Chine, la promotion de l'intégration, des échanges et de la coopération économiques, ainsi que le recours à des consultations et des négociations. Le principe sous-jacent est mis clairement en valeur. En s'appuyant sur la vision selon laquelle « les peuples de part et d'autre du détroit de Taiwan ne forment qu'une famille » (*liang'an yijia qin* 兩岸一家親), la Chine entend « maintenir cette amitié fraternelle et travailler avec [ses] compatriotes pour construire une grande et belle nation chinoise et parvenir à une réunification pacifique ». Cette direction, conclut le rapport, deviendra « une tendance irrésistible et irréversible de l'histoire ».

Si cette stratégie n'a en soi rien de nouveau, comme en témoignent les contacts de plus en plus fréquents entre le KMT et le PCC lors de la période Hu Jintao et l'intégration progressive de Hong Kong au développement économique chinois au cours des dernières années, cette révision substantielle d'un projet politique d'aussi haut niveau reflète la rationalisation de la stratégie du PCC envers les deux régions sous la nouvelle administration de Xi Jinping et Li Keqiang. Bien que les différences entre les parties consacrées à Hong Kong et Taiwan reflètent des relations politiques distinctes que chaque territoire entretient avec la Chine, elles n'en montrent pas moins de manière très cohérente la volonté chinoise de renforcer les liens politiques à travers les échanges, la coopération et l'intégration économiques. L'objectif ultime de réunification affiché par Pékin était encore plus manifeste lors de la rencontre entre Xi Jinping et Lien Chan, en février 2014, au cours de laquelle le président chinois a présenté sa « formule en trois étapes » pour renforcer les liens entre la Chine et Taiwan. Selon cette formule, la communication entre les deux rives va maintenant passer de la première étape, centrée sur les échanges économiques et non politiques, à une seconde, qui prévoit la multiplication des contacts et des réunions officielles entre les responsables gouvernementaux des deux côtés du détroit, avant de parvenir enfin à des négociations politiques complètes « sur une base égalitaire » et définir les modalités d'une « réunification pacifique » [39]. Dans cette perspective, tout comme l'intégration économique de Hong Kong avait contribué au renforcement du contrôle politique de la Chine sur le territoire, l'intégration économique de Taiwan sert de prémisse aux discussions politiques officielles entre le PCC et le KMT. Le CEPA à Hong Kong et l'ECFA à Taiwan (ainsi que le CSSTA) peuvent en ce sens être vus comme des moyens de faire avancer les politiques de Pékin. Le modèle sous-jacent du « un pays, deux systèmes », censé aboutir à la réunification de Taiwan en se basant sur la promesse d'une autonomie politique, semble trouver une nouvelle vie à travers la promotion de l'intégration économique.

Résistances politiques contre la Chine à Taiwan et Hong Kong

L'accélération des avancées politiques de la Chine à Taiwan et Hong Kong a eu des répercussions dans les deux sociétés, particulièrement dans le monde médiatique, qui suscitent l'inquiétude. Dans l'édition 2014 du « Classement mondial de la liberté de la presse » publié par Reporters sans frontières, Taiwan a perdu trois places par rapport à l'année précédente pour descendre à la 50e place. Le rapport mentionne « l'acquisition du *China Times* par le groupe pro-Pékin Want Want » comme une menace pour la li-

36. *Ibid.*
37. Rapport d'activité du gouvernement chinois 2014, disponible sur http://news.sina.com.cn/c/2014-03-14/183329709929.shtml (consulté le 22 avril 2014).
38. Interrogés par la presse de Hong Kong sur les raisons pour lesquelles le passage a été supprimé, les responsables chinois ont répondu que c'était par souci de concision. Voir « Li Keqiang baogao buti Xianggang "gaoduzizhi" yin caice » (Les spéculations abondent après l'omission par Li Keqiang du "haut degré d'autonomie" de Hong Kong), *BBC News Chinese*, 6 mars 2014, disponible sur www.bbc.co.uk/zhongwen/trad/china/2014/03/140306_china_npc_hongkong.shtml (consulté le 22 avril 2014).
39. « Cujin heping fazhan shixian heping tongyi » (Promouvoir un développement pacifique, concrétiser une réunification pacifique), *Guangming Daily*, 22 avril 2014.

berté de la presse à Taiwan, et il fait référence au « poids économique croissant de la Chine » comme un moyen d'influencer les médias à Hong Kong, Macao et Taiwan, « qui étaient jusqu'à une période récente largement épargnés par la censure politique » [40]. Le même type de censure s'exerce à Hong Kong d'une manière peut-être encore plus flagrante. Dans le même classement, Hong Kong a dégringolé de la 18e place en 2002 à la 61e en 2013. Un reportage du *Wall Street Journal* publié en février 2014 souligne l'érosion simultanée de la liberté de la presse à Hong Kong et Taiwan en citant un autre rapport publié par le Comité pour la protection des journalistes. Ce dernier dénonce la tendance de plus en plus prononcée à l'autocensure des médias hongkongais, ainsi que les fréquentes attaques ciblant les journalistes et les organes de presse qui ne cachent pas leurs opinions [41]. Peu après la publication du rapport, Kevin Lau, ancien rédacteur en chef du quotidien influent et critique *Ming Pao*, a été violemment attaqué par deux hommes de main. Si les motifs de l'agression ne sont pas totalement clairs, on peut supposer qu'elle est liée à la collaboration du journal avec le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) sur une enquête concernant la fuite de capitaux à l'étranger impliquant des membres de familles de hauts responsables chinois [42].

À Taiwan, la société commence depuis quelques années à se préoccuper des intentions cachées de Pékin, comme en témoignent les manifestations de 2012 contre le monopole dans le secteur des médias, et plus particulièrement contre les velléités d'expansion de l'empire médiatique du groupe Want Want China Times, pro-Pékin [43]. Bien que les protestations n'aient pas réussi à empêcher l'acquisition musclée de China Network Systems, la pression de la rue a en partie permis d'éviter l'acquisition par Want Want du journal taiwanais *Apple Daily*, un média critique appartenant à Jimmy Lai, un magnat de Hong Kong. [44] Par ailleurs, les mouvements de contestation sporadiques contre la signature du CSSTA avec la Chine ont commencé à se diffuser dans la société à partir de 2010. À l'époque, les protestataires s'inquiétaient déjà de l'influence que l'accord-cadre offrait à la Chine sur Taiwan ainsi que du « pas vers l'unification » qu'il représentait – une inquiétude amplifiée à l'approche des élections présidentielles de 2012 à Taiwan [45]. Le mouvement des tournesols, né en 2014, peut donc être vu comme le point culminant des protestations périodiques des dernières années.

Outre son échelle plus importante, ce mouvement se différencie des manifestations précédentes, comme le souligne le commentateur Chang Tieh-chih, dans la mesure où il pose clairement la question de la relation avec la Chine pour la soumettre à un débat public [46]. Auparavant, même si tout le monde avait cette question en tête à Taiwan, elle était largement circonscrite et ne semblait pas concerner la société dans son ensemble, ce qui s'explique probablement par les tensions entre les partisans de l'unification et ceux de l'indépendance. Durant le mouvement des tournesols, au contraire, des discussions vives et des articles largement diffusés ont attiré l'attention sur le facteur Chine. Sans rejeter complètement la Chine, les auteurs insistaient généralement sur la nécessité d'engager un dialogue avec elle tout en ayant conscience de son influence. Liu Shao-hua par exemple, malgré sa mise en garde contre le potentiel choc des valeurs avec la Chine, affirme dans son article qu'« il ne faut pas diaboliser la Chine… et qu'il n'est pas possible de refuser le dialogue avec elle, car elle est notre voisine » [47]. Pour ces auteurs, la dichotomie entre unification et indépendance est dépassée. La relation avec la Chine ne doit pas être limitée à un rejet viscéral ou à une adhésion sans réserve synonyme d'abandon de l'identité de Taiwan. Il est préférable de comprendre comment la Chine influence Taiwan pour définir le champ et les limites d'un futur dialogue avec la RPC, et déterminer les modalités institutionnelles des relations sino-taiwanaises. Cela explique pourquoi les protestataires ont insisté sur l'absence d'une opposition de principe sur l'accord commercial, allant jusqu'à admettre le caractère inévitable d'une certaine forme d'interaction avec la Chine. Ils demandaient plutôt l'établissement d'un mécanisme de surveillance des futures négociations sino-taiwanaises comme prérequis pour remettre l'accord à l'ordre du jour législatif. À cet égard, la promesse d'un tel mécanisme par le président Ma, et donc la remise sous contrôle démocratique de l'ensemble de la dynamique sino-taiwanaise représente sans aucun doute une victoire significative du mouvement des tournesols.

Cette prise en compte de la Chine révèle, selon J. Michael Cole, l'émergence d'une nouvelle identité taiwanaise qui parle à l'ensemble de la population de l'île. Il écrit :

> « [Cette identité] ne s'oppose pas aux accords commerciaux ni ne rejette en bloc la possibilité d'avoir de bonnes relations avec la Chine. Mais elle a fixé des limites très claires, dans le domaine du mode de vie et des libertés, partagées par l'ensemble des Taiwanais et elle a averti ceux qui s'aviseraient de franchir ces limites qu'ils devront affronter des milliers de Taiwanais très éduqués, connectés et unis » [48].

À Hong Kong, la progression de l'intégration économique avec la Chine continentale a occasionné une résistance politique accrue ces dernières années. Les protestations contre le projet de ligne à grande vitesse entre Canton et Hong Kong, en 2010, ont lancé un débat public sur la nécessité pour la RAS d'intégrer la zone économique régionale du delta de la rivière des Perles. Bien que les protestations n'aient pas réussi à empêcher la réalisation du projet, elles ont suscité un débat plus large sur les inconvénients d'une intégration économique plus étroite avec la Chine continentale. Nombreux sont ceux qui ont pris conscience de la dépendance croissante de l'économie par rapport à la Chine et des problèmes, négligés jusqu'à présent, que cela posait. Les ONG locales, comme Local Research Community (*bentu yanjiu she* 本土研究社) et Land Justice League (*tudi zhengyi lianmeng* 土地正義聯盟), se sont fixés comme objectif initial l'étude de l'impact de l'intégration régionale et du redéveloppement urbain sur l'économie, ainsi que la production de connaissances locales afin de résister à la propagande des pouvoirs publics [49]. Plus important encore, ces ONG locales ont joué un

40. Classement mondial de la liberté de la presse 2014, Reporters sans frontières, disponible sur http://rsf.org/index2014/fr-index2014.php (consulté le 24 avril 2014).
41. « Hong Kong, Taiwan's Eroding Freedom of Press », *Wall Street Journal*, 13 février 2014.
42. Samson Yuen et Kitty Ho, « Hong Kong: Two Systems, One Country? », *The Diplomat*, 8 mars 2014, http://thediplomat.com/2014/03/hong-kong-two-systems-one-country/ (consulté le 30 avril 2014).
43. Mark Harrison, « The Anti-Media Monopoly Movement in Taiwan », *The China Story*, 20 décembre 2012.
44. Gerry Mullany, « As Media Deal in Taiwan Collapses, Political Fallout Lingers », *The New York Times*, 27 mars 2013.
45. Vincent Y. Chao et Rich Chang, « Approaching ECFA: Protesters brave storms to rally against ECFA », *Taipei Times*, 27 juin 2010.
46. Tieh-chih Chang, « Taiwan de shidai geming » (La révolution générationnelle de Taiwan), *Ming Pao*, 2 avril 2014.
47. Liu Shao-hua, « Cong zhongguo de fazhan laitan fumao qiandong de jiazhi wenti » (Débat sur les valeurs qui sous-tendent le CSSTA à partir du développement de la Chine).
48. J. Michael Cole, « Sunflowers End Occupation of Taiwan's Legislature », *The Diplomat*, 11 avril 2014, disponible sur http://thediplomat.com/2014/04/sunflowers-end-occupation-of-taiwans-legislature/ (consulté le 22 avril 2014).
49. Site internet de Local Research Community, disponible sur http://localresearchcommunity.wordpress.com/ (consulté le 22 avril 2014) ; Site internet de Land Justice League disponible sur http://landjusticehk.org/ (consulté le 22 avril 2014).

rôle de surveillance des plans d'intégration du gouvernement – similaire au mécanisme de surveillance des négociations que les protestataires de Taiwan appelaient de leurs vœux. Elles ont par exemple attiré l'attention sur l'inclusion unilatéralement décidée de Hong Kong dans la planification centralisée de la Chine, c'est-à-dire dans le *12e Plan quinquennal (2011-2015)* et dans *Les lignes directrices du programme de réforme et de développement du delta de la rivière des Perles (2008-2020)* sans consentement démocratique local, et se sont opposées au remodelage des Nouveaux territoires en appui au développement de Qianhai, un district de Shenzhen, en tant que district commercial [50].

D'autres insistent sur la nécessité de préserver l'identité et le mode de vie local dans le cadre d'une intégration économique à la Chine, en s'opposant plus particulièrement à l'afflux de touristes du continent, cible toute trouvée de la résistance. Des tensions ont commencé à se cristalliser au début de l'année 2012 alors qu'une marque de luxe aurait interdit à des Hongkongais de prendre des photos devant son magasin-phare, privilège apparemment réservé aux riches touristes chinois. Tout en organisant régulièrement des manifestations contre les visiteurs du continent, les Hongkongais en colère décrivent ces derniers comme des « sauterelles » à cause de leur « incivilité » et de leur propension à piller les ressources locales comme les médicaments ou le lait en poudre. Parallèlement à la campagne d'opposition à l'éducation patriotique menée en 2012, ces tensions se sont amalgamées avec le phénomène naissant de « dé-sinisation » (*qu Zhongguohua* 去中國化) et les nouveaux débats sur l'identité locale [51]. Chin Wan-kan, auteur d'un ouvrage primé sur cette question : *Hong Kong ville-État* (*Xianggang chengbang lun* 香港城邦論) présente un point de vue intéressant à cet égard. Chin Wan-kan milite en faveur de l'autonomie de Hong Kong en tant que cité-État, une entité qui se distinguerait par des caractéristiques uniques et exceptionnelles, notamment une population qui parle cantonais, l'utilisation des caractères traditionnels et la préservation de la culture cantonaise. Afin de protéger l'autonomie de Hong Kong, il convient de se concentrer uniquement sur les affaires locales et d'exclure tout ce qui a trait à la Chine continentale, y compris les manifestations contre les violations des droits humains et les commémorations du 4 juin. Depuis, le terme de « nativiste » ou « localiste » (*bentupai* 本土派) a fait son apparition dans le discours politique local pour se distinguer de ceux que Chin Wan-kan dénonce comme étant les « partisans d'une Grande Chine » (*dazhonghua pai* 大中華派) [52]. Dans une certaine mesure, l'émergence du « nativisme » à Hong Kong rappelle la démocratisation de Taiwan durant les années 1980, une époque où le renforcement et la politisation de l'identité taiwanaise ont joué un rôle crucial. Une telle force peut-elle impulser un élan de démocratisation à Hong Kong ? C'est une question à laquelle il faudra être attentif à l'avenir.

Par ailleurs, les stratégies divergentes de résistance politique à Hong Kong – surveiller et restreindre l'influence chinoise ou rejeter complètement la Chine en dépit de sa forte présence – suggèrent une comparaison intéressante avec l'acceptation progressive de la nécessité de collaborer avec la Chine, tout en restant prudent, à Taiwan. Les causes de ces évolutions devront être mieux étudiées. La relation de plus en plus étroite entre les sociétés civiles de Hong Kong et de Taiwan est devenue un nouvel élément prépondérant des résistances contre la mainmise de la Chine. Fin 2013, les promoteurs de la campagne pro-démocratique naissante à Hong Kong, le mouvement *Occupy Central* (*zhanling zhonghuan* 佔領中環) se sont rendus à Taiwan pour donner des conférences sur le mouvement de réforme électoral dans l'espoir de s'inspirer des mouvements sociaux à Taiwan [53]. Début 2014, une conférence de deux jours réunissant des militants de Taiwan et de Hong Kong a eu lieu à Taipei afin d'explorer les moyens de renforcer la collaboration entre les deux sociétés civiles. Le mouvement des tournesols a d'ailleurs rapidement été perçu comme une opportunité de collaboration. Au cours de ce mouvement, les protestataires taiwanais n'ont eu de cesse de mettre en avant la situation de Hong Kong sous l'accord CEPA comme argument de base pour rejeter le CSSTA. Simultanément, de nombreux Hongkongais ont apporté leur soutien aux protestataires taiwanais. Un groupe de Hongkongais a publié une annonce dans le *Liberty Times*, un journal de Taiwan, appelant la population de l'île à tirer les douloureuses leçons de l'expérience de Hong Kong [54]. Le 26 mars, des étudiants de Hong Kong ont organisé une manifestation de soutien aux occupants du parlement de Taiwan [55]. Par ailleurs, deux conférences publiques ont été organisées par des groupes de protection des droits civils de Hong Kong pour discuter des implications pour Hong Kong des manifestations à Taiwan, l'une d'entre elles par la Local Research Community pour marquer le début d'un projet de recherche sur l'accord CEPA [56]. Mais on retiendra surtout l'image marquante de Lin Feifan, l'un des leaders du mouvement des tournesols, portant un T-shirt noir « Occupy Central » en quittant le parlement à la fin de l'occupation. Si le choix vestimentaire aurait pu être non intentionnel, Lin Feifan a affirmé plus tard dans une interview avoir été inspiré par le modèle de démocratie délibérative proposé par le mouvement de Hong Kong [57].

Conclusion

Tandis que la stratégie chinoise consistant à coopter les élites politiques et économiques à Hong Kong et Taiwan à travers l'intégration économique commence à mûrir et à porter ses fruits, les résistances politiques sur les deux territoires continuent à se développer et parviennent à contenir au moins quelques avancées de Pékin. À Taiwan, la jeune génération, de plus en plus frustrée par la soumission des élites économiques et politiques locales envers la Chine, demande plus de transparence et de contrôle démocratique dans les négociations sino-taiwanaises qui doivent, selon elle, préserver avant tout l'indépendance de l'île en tant qu'entité politique. À Hong Kong, l'identité locale est devenue une force politique. En dépit du projet gouvernemental de promotion de l'identité nationale et du patriotisme, la population de la RAS se sent de plus en plus « hongkongaise » plu-

50. Kim Ching Chan, « ZhongGang shuangcheng qimou: Xinjie dongbei jihua de qianshi jinsheng » (Le Conte étrange de deux cités : passé et présent du plan sur le nord-est), *Inmedia HK*, 5 juillet 2013, disponible sur www.inmediahk.net/node/1017197 (consulté le 27 avril 2014).
51. Karita Kan, « Cours de patriotisme : La fabrication de sujets "nationaux" et le débat sur la dé-sinisation de Hong Kong », *Perspectives chinoises*, n° 2012/4, p. 69-76.
52. « Independent thinker Horace Chin treads bold path », *South China Morning Post*, 10 juin 2013.
53. « Pro-democracy and Occupy Central leaders travel to Taiwan to share ideas », *South China Morning Post*, 19 octobre 2013.
54. « Shubai gangren jizi zai taibao deng guanggao zhichi xuesheng fan fumao xieyi » (Des centaines de Hongkongais ont effectué des donations pour acheter une annonce de soutien au mouvement anti CSSTA dans un journal de Taiwan), *RFI*, 28 mars 2014, disponible sur www.chinese.rfi.fr/%E4%B8%AD%E5%9B%BD/20140328E6%B8%AF%E4%BA%BA%E5%9C%A8%E5%8F%B0%E6%8A%A5%E7%99%BB%E5%B9%BF%E5%91%8A%E6%94%AF%E6%8C%81%E5%AD%A6%E7%94%9F%E5%8F%8D%E6%9C%8D%E8%B4%B8%E5%8D%8F%E8%AE%AE (consulté le 22 avril 2014).
55. « Hong Kong students join Taiwan sit-in », *South China Morning Post*, 27 mars 2014.
56. Sin Yum Lam, « Huigu heixiang CEPA shinian » (Retour sur CEPA, dix années consignées dans une boîte noire), *InmediaHK*, 9 avril 2014, disponible sur www.inmediahk.net/2014040905 (consulté le 24 avril 2014).
57. « Zhanling yundong dangren burang » (L'occupation comme devoir moral), House News, 18 April 2014, disponible sur http://thehousenews.com/佔中專訊/佔領運動-當仁不讓-專訪台灣學運領袖林飛帆-施懿倫/ (consulté le 24 avril 2014).

tôt que « chinoise » [58]. La résistance acharnée contre les plans d'intégration qui ne disent par leur nom, la propagande patriotique et l'afflux massif de touristes du continent ne fait qu'accroître la dé-sinisation de Hong Kong et renforcer l'identité nativiste naissante. Alors que les liens entre les sociétés civiles de Taiwan et de Hong Kong continuent de se développer parallèlement, il ne serait pas surprenant que d'autres mouvements de résistance collective contre la menace politique chinoise voient le jour prochainement sur les deux territoires.

Traduit par Camille Richou.

Samson Yuen est doctorant en science politique à l'Université d'Oxford et assistant de recherche au CEFC (samson.yuen@sant.ox.ac.uk).

Cette synthèse de presse est compilée à partir d'une sélection des revues de presse bimensuelles du CEFC, disponibles sur www.cefc.com.hk.

58. Sebastian Veg, « Hong Kong's enduring identity crisis », *The Atlantic*, 16 octobre 2013, disponible sur www.theatlantic.com/china/archive/2013/10/hong-kongs-enduring-identity-crisis/280622/ (consulté le 22 avril 2014).